

Service Installations classées de la DDPP  
Service environnement

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
n°DDPP-SE-2026-01-01**

**du 03 FEV. 2026**

**à l'encontre de la société DOMAINE SAINT MARTIN  
sur la commune de Arandon-Passins**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution (UE) n°2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup> titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, n°2102, n°2111 et n°3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société DOMAINE SAINT MARTIN au sein de son établissement situé lieu-dit « Saint Martin », 232 chemin de Saint Martin sur la commune de Arandon-Passins (38510), et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2001-1637 du 7 mars 2001 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014021-0031 du 21 janvier 2014 ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil CS 6 – 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h – fermeture les mardi et jeudi matin

Considérant le courrier du 19 septembre 2025 par lequel l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) de l'Isère rappelle à la société DOMAINE SAINT MARTIN, ses obligations réglementaires concernant la cessation d'activité par la mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues aux articles R.512-39-1, R.512-39-2 et R.512-39-3 du code de l'environnement et de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014021-0031 du 21 janvier 2014 ;

Considérant la réponse de la société DOMAINE SAINT MARTIN en date du 7 octobre 2025 confirmant la cessation de son activité d'élevage avicole situé au lieu-dit « Saint Martin », 232 chemin de Saint Martin sur la commune de Arandon-Passins (38510) ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la DDPP de l'Isère du 21 novembre 2025 ;

Considérant le courrier du 21 novembre 2025, avec accusé réception du 22 novembre 2025, de l'inspection des installations classées de la DDPP, adressé à la société DOMAINE SAINT MARTIN, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Arandon-Passins ;

Considérant l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant que la dernière bande de volailles élevées dans le bâtiment d'élevage de la société DOMAINE SAINT MARTIN, déclarée à l'administration, a été mise en place le 19 août 2022 ;

Considérant que, conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014021-0031 du 21 janvier 2014, en cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier à la préfète la date de cet arrêt au moins 3 mois avant ce dernier, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site ;

Considérant l'absence de régularisation administrative du site d'élevage implanté sur la commune de Arandon-Passins concernant sa cessation d'activité ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à la situation irrégulière de l'installation susvisée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DOMAINE SAINT MARTIN de régulariser sa situation administrative afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère,

## Arrête

Article 1 : La société DOMAINE SAINT MARTIN (SIRET n°801 020 348 00034) exploitant un élevage avicole situé lieu-dit « Saint Martin » 232 chemin de Saint Martin sur la commune de Arandon-Passins (38510) est mise en demeure de régulariser, sous 8 mois à compter de la date de notification du présent arrêté sa situation administrative, en mettant en œuvre l'ensemble des mesures prévues aux articles R.512-39-1, R.512-39-2 et R.512-39-3 du code de l'environnement et à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014021-0031 du 21 janvier 2014, à savoir fournir au service en charge des installations classées, les attestations suivantes : ATTES-SECUR, ATTES-MEMOIRE et ATTES-TRAVAUX.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DOMAINE SAINT MARTIN et dont copie sera adressée au maire de Arandon-Passins.

La préfète

Pour la Préfète, par délégation,  
le Secrétaire Général

**Mahamadou DIARRA**

- 3 FEV. 2026